

TURQUIE

Ankara prend des mesures de rétorsion contre Israël

Expulsion de l'ambassadeur israélien, suspension des accords militaires, saisine de la Cour internationale de justice : la Turquie a pris hier des mesures de rétorsion contre Israël qui refuse de s'excuser après le raid qui a coûté la vie à neuf Turcs en 2010.

«A ce stade, nous prenons les mesures suivantes : les relations entre la Turquie et Israël sont ramenées au niveau de deuxième secrétaire (d'ambassade). Tous les responsables ayant un rang supérieur à celui de deuxième secrétaire, comme l'ambassadeur, rentreront dans leur pays avant mercredi», a déclaré le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu.

Ankara a également suspendu l'ensemble de ses accords militaires avec Israël.

Au total, la Turquie a pris cinq mesures pour protester contre le refus d'Israël d'accéder à ses demandes après le raid israélien contre une flottille cherchant à briser le blocus imposé à Israël sur la bande de Ghaza, qui avait coûté la vie à neuf Turcs.

«En tant que pays avec la plus longue côte maritime en Méditerranée, la Turquie prendra

toutes les précautions qu'elle estime nécessaires pour la sécurité de la navigation maritime dans l'est de la Méditerranée», a ajouté M. Davutoglu, sans donner plus de précisions.

Le chef de la diplomatie turque a également annoncé la saisine de la Cour internationale de justice de la Haye «pour examiner (la légalité) du blocus mis en place par Israël sur Ghaza depuis le 31 mai 2010».

Critiquant les «actions illégales» d'Israël, le ministre turc souligne que les relations entre les deux pays «ne se normaliseront pas tant que ces conditions ne seront pas remplies».

«Le temps est venu pour Israël de payer le prix pour ces actions illégales», a-t-il dit.

En réponse, Israël a indiqué examiner sa réponse à la décision d'Ankara. Le bureau du Premier



Capture d'écran montrant un membre du commando israélien qui a arraisonné le *Mavi Marmara*, le 31 mai 2010.

ministre Benjamin Netanyahu «tient des consultations» pour décider de la réponse et de sa formulation, a expliqué un haut responsable sous couvert de l'anonymat.

La Turquie avait annoncé début septembre qu'elle mettrait en

œuvre son «plan B» de sanctions contre Israël si ce pays s'obtenait à ne pas s'excuser à la suite du raid.

Cette crise a fait l'objet d'un rapport de l'ONU qui souligne que l'opération de la marine israélienne était «excessive», mais reconnaît la légalité du blocus naval.

Hier, le président turc Abdullah Gül a fustigé ce rapport comme «nul et non avenu» et mis en garde Israël : «La Turquie pourrait envisager d'autres mesures dans le futur».

Pour sa part, Israël, qui avait plutôt bien accueilli le rapport, avait déclaré qu'elle en accepterait les conclusions avec des «réserves ponctuelles».

La publication de ce rapport avait déjà été reportée plusieurs fois cette année afin de permettre à Israël et la Turquie de réduire leurs divergences.

Après le raid qui s'était déroulé dans les eaux internationales, la Turquie avait rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv et assuré que les relations bilatérales ne seraient «plus jamais les mêmes», tout en exigeant des excuses.

Israël s'est dit prêt à exprimer ses regrets et à verser des fonds «à titre humanitaire» aux parents des victimes mais a refusé de présenter ses excuses pour ne pas exposer ses soldats à des poursuites judiciaires.

SYRIE

Les forces de sécurité tirent sur les manifestants

Les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu hier pour disperser des milliers de manifestants appelant à la chute du régime de Bachar Al-Assad, faisant plusieurs blessés, ont indiqué des militants qui ont baptisé la journée «la mort plutôt que l'humiliation».

Les manifestants sont descendus dans la rue dans la région de Damas, de Hama

(Centre), de Deraâ (sud), de Homs (Centre), dans la ville d'Amouda (nord-est) et à Deir Ezzor (est), ont indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et les Comités locaux de coordination (LCC).

Les deux organisations ont fait état «d'une forte mobilisation» dans ces régions pour dire leur détestation du régime qui persiste à les réprimer. «Les forces de sécurité

ont tiré pour disperser les manifestants et il y a eu des blessés dans la localité de Nawa, dans la province de Deraâ», a indiqué l'OSDH. Une manifestation de femmes s'est déroulée aussi dans la localité de

Jassem, où les communications téléphoniques ont été coupées.

A Alep, deuxième ville de Syrie située dans le nord du pays, des funérailles d'un «martyr» tombé la veille sous les balles des

forces de sécurité se sont transformées en protestations contre le régime, selon l'OSDH.

A Homs, plus au Sud, des milliers de Syriens sont descendus dans la rue. Cinq manifestants ont été blessés par les tirs des forces de sécurité.

Et à Deir Ezzor (est), les troupes sont également intervenues tirant sur les manifestants, selon l'OSDH.

Le régime limite fortement les déplacements des médias étrangers qui ne sont pas en mesure de vérifier les informations sur le terrain.

TUNISIE

Un mort et quatre blessés dans des violences au Centre-Ouest

Une personne a été tuée et quatre ont été blessées à Sbeïtla, dans le centre-ouest de la Tunisie, lors de violences, a indiqué hier à l'AFP le ministère de l'Intérieur.

La famille de la victime affirme que leur fille de 17 ans a été touchée par balle à la tête, a rapporté le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Mohamed Hichem Moueddeb. Selon la même source, cette

famille refuse toutefois que leur fille soit transportée à l'hôpital pour établir la cause exacte de sa mort.

Quatre personnes ont été légèrement blessées dans des violences déclenchées à

Sbeïtla, à 290 km de Tunis, a-t-on encore ajouté.

Dans la soirée, des jeunes ont bloqué une route pour dévaliser les automobilistes, et les forces de l'ordre sont intervenues, selon M. Moueddeb.

Les jeunes ont lancé des pierres et l'armée a procédé à des tirs de sommation. Des

habitants sont sortis de leurs maisons pour voir ce qui se passait, selon la même source.

Après le décès de la jeune fille, des habitants ont mis le feu à un poste de police, à trois bus et à une gare ferroviaire. Ils ont aussi saccagé l'urgence de l'hôpital régional de Sbeïtla, a indiqué M. Moueddeb.

WikiLeaks affirme avoir publié tous ses câbles diplomatiques américains

WikiLeaks, spécialisé dans la révélation de documents secrets, a affirmé hier avoir publié sur son site internet la totalité des 251 287 télégrammes diplomatiques américains en sa possession.

Sur son fil Twitter, WikiLeaks annonce la diffusion de «251 287 câbles diplomatiques américains, consultables à l'aide de mots-clés», en fournissant l'adresse du site internet qui les héberge, sans préciser si l'intégralité des documents ont été ou pas expurgés des noms des personnes impliquées.

WikiLeaks, injoignable hier matin, avait menacé la veille de diffuser la version intégrale des télégrammes, en dépit des mises en garde d'organisations de droits de l'homme et des Etats-Unis sur le risque que cela pourrait représenter pour les personnes citées. Jusqu'à présent, WikiLeaks avait dévoilé en plusieurs temps une

partie des télégrammes diplomatiques à sa disposition. Il avait publié une première série de quelque 20 000 documents à partir de la fin de l'année dernière.

Cette publication, étalée sur plusieurs mois, s'était faite en partenariat avec plusieurs journaux, dont le *New York Times* et le *Guardian* (Royaume-Uni), qui avaient expurgé les documents des noms des contacts ou personnes incriminées.

WikiLeaks avait fourni ces derniers jours une nouvelle livraison de près de 134 000 télégrammes diplomatiques américains, dont plusieurs dans leur intégralité.

La totalité des câbles diplomatiques entre les mains de WikiLeaks sont, désormais, consultables par mot-clé, soit en entrant le nom d'un pays, la date d'un télégramme ou encore l'origine d'un document à l'adresse : (<http://www.cablegatesearch.net/search.php>).

ÉTATS-UNIS
Fort séisme de 7,1 au large de l'Alaska, risque de tsunami

Un fort tremblement de terre de magnitude 7,1 sur l'échelle du moment a secoué hier l'Alaska à 10 h 56 GMT, a annoncé l'institut américain de géophysique (USGS), qui a souligné que les séismes d'une telle puissance risquent de provoquer un tsunami.

L'épicentre du séisme a été localisé dans les îles Aléoutiennes, un archipel qui relie l'Alaska à la Russie, à 1 679 km à l'ouest-sud-ouest d'Anchorage, la principale ville d'Alaska.

La profondeur de la secousse a été située à 35 km (bien 35 km et non 10 km comme l'USGS l'avait annoncé dans un premier temps).

Le risque de tsunami concerne uniquement les côtes de l'Alaska. Le Centre d'alerte aux raz de marée pour la côte ouest et l'Alaska a écarté une «menace de tsunami destructeur de grande étendue».

Aucune victime ni dégâts n'étaient signalés dans l'immédiat. La secousse a frappé la région peu avant 3 h du matin en heure locale.